



Le Quotidien Numérique

du vendredi 26 mai 2017
7h/7

d'Afrique

N°401

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

SPORT DANS LE KOSSI: Le Cobra Sport s'adjuge du trophée du trophée du frère Emmanuel DUPREZ

Page 4



Coopération Banque mondiale-Burkina Faso : L'Administrateur de l'institution de Bretton Woods fait le point au Premier ministre

Page 6



Projet WARDS : L'heure est au bilan

Page 2



Le Général Zagré nommé ambassadeur du Burkina au Ghana

Page 8



Projet WARDS : L'heure est au bilan

Région du Centre



Pour le présidium, cette rencontre vise à renforcer le système des centres de surveillance.

Il s'est ouvert ce mercredi 24 mai 2017 à Ouagadougou, la rencontre régionale CCISD/WARDS sur le bilan des activités de mise en place des centres de surveillance épidémiologique et des centres d'information sanitaire et de surveillances épidémiologiques. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du ministre de la santé, le Dr Robert Kargougou.

Réunis à Ouagadougou, durant 48 heures, les participants venus des 15 pays membres de la CEDEAO et du Canada vont passer en revue les activités réalisées et les résultats atteints. Cette présente rencontre vise donc à faire le bilan des activités du centre de

coopération internationale en santé et développement CCISD/WARDS ainsi que les résultats atteints dans le cadre de la mise en œuvre du projet, partager les leçons apprises et identifier les défis liés à la mise en place ou au renforcement des centres de surveillances épidémiques (CSE). Renforcer le système de surveillance des maladies à potentiel épidémique dans les 15 pays de la CEDEAO, c'est l'objectif principal du projet régional de renforcement des capacités en surveillances épidémiologiques et ripostes en Afrique de l'Ouest (WARDS). Financé par la Banque Mondiale, le projet WARDS couvre la période 2016-2017. Il est mis en œuvre par l'organisation ouest africaine de la santé (OOAS) en



Dr Félicité Chokki Laye, représentant le DG de l'OOAS: le bilan est positif.

collaboration avec 6 partenaires. Selon la représentante du Directeur général de l'OOAS, Dr félicité Chokki, le bilan est positif. « Le

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

projet WARDS a permis de mettre en place 5 principaux centres de surveillance épidémiologique dans 15 pays, de renforcer les échanges entre les pays des informations sanitaires, de renforcer le plaidoyer en matière de surveillance des maladies et la réponse. Il a permis également de contribuer à l'amélioration des capacités des ressources humaines au sein de la région y compris les techniciens de laboratoire, toujours dans le domaine de surveillance des maladies »

La mise en œuvre des différentes composantes du projet a nécessité la mobilisation de différentes expertises dont celle du CCISD en particulier dans le cadre de la mise



Le secrétaire général du ministère de la santé, Dr Robert Kargougou.

en place des centres de surveillance épidémiologique en renforçant les capacités des acteurs au niveau périphérique du système de santé des pays à la surveillance des maladies à potentiel épidémique.

Pour le secrétaire général du



Les participants venus des 15 pays de la CEDEAO espèrent que cette rencontre permettra l'amélioration des interventions futures.



Photo de famille.

ministère de la santé, Dr Robert Kargougou, le bilan est satisfaisant pour le Burkina car au cours de ce projet, le Burkina a bénéficié du renforcement des capacités de 15 centres d'informations sanitaires de surveillance épidémiologique qui a permis de surveiller de façon beaucoup plus efficace et efficiente un certain nombre de maladies à potentiel épidémique.

Cette phase du projet prend fin le 30 juin prochain mais au regard des résultats obtenus, un financement est déjà acquis pour sa continuité.

En rappel, le CCISD est une

organisation canadienne présente en Afrique de l'Ouest depuis 1990. Elle est l'un des six partenaires de mise en œuvre de l'OOAS dans le cadre du projet WARDS. Au cours des quatre dernières années, le CCISD a contribué au renforcement des capacités de 135 unités ou structures en charges de la surveillance épidémiologique au niveau périphérique dans l'espace CEDEAO, dont 15 au Burkina Faso.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

SPORT

SPORT DANS LE KOSSI: Le Cobra Sport s'adjuge du trophée du trophée du frère Emmanuel DUPREZ

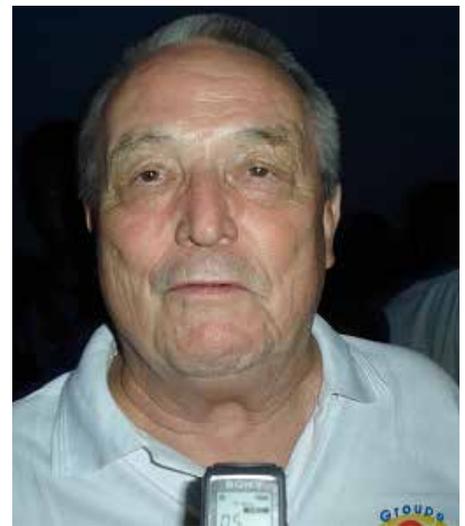
Nouna



Les équipes ASA et COBRA.

Placée sous le patronage de son Excellence Monseigneur Joseph SAMA, Evêque du Diocèse de Nouna ; sous le parrainage de l'Honorable Député Maxim Lomboza KONE et le Co-parrainage de Monsieur Kassoum OUEDRAOGO dit ZICO, ancien international footballeur, promoteur de KOSAF, la finale de la 36^{ème} édition de la MINI-COUBE organisée par le Frère Emmanuel DUPREZ teint ses promesses. Cette finale jouée ce samedi 29 avril 2017 au stade Monseigneur Jean-Lessourd opposa le COBRA SPORT du secteur 3 en vert à l'ASA du secteur 5 en rouge. Une confrontation à l'issue de laquelle les verts ont dicté leur loi.

Débutée le 11 février 2017, ce sont au total 11 équipes qui ont pris part à la compétition avec 19 matchs joués et 45 buts marqués soit une moyenne de 2,36 buts par match. Au terme des interventions, le promoteur se dit très touché de l'engagement de la population à l'endroit de cette coupe. Il a invité la population à rester mobiliser autour de cette coupe qui est la leur. Il a par ailleurs félicité l'ensemble des femmes de Nouna particulièrement celle du secteur 3, ayant remporté la 15^{ème} édition du Concours de Salubrité dont il est l'initiateur. Il a interpellé les jeunes à s'investir au quotidien à l'amélioration de leur cadre de vie. Ce travail d'hygiène, selon lui, doit consister à assainir



FRERE EMMANUEL DUPREZ.

davantage la ville et faire de la cité de Numadu, une ville propre.

Le parrain, l'Honorable KONE se dit également très heureux au regard

La suite à la page 5

SPORT

La suite de la page 4



Les supporters.



Remise du trophet.

de l'engagement de la population ; d'être honoré pour le choix porté en sa modeste personne pour le parrainage de cette coupe qui élève Nouna. Adressant ses félicitations au promoteur pour sa persévérance et son engagement à accompagner la population nounaise, il conclut ses propos en invitant les filles et fils de Nouna à promouvoir cette coupe tout en réaffirmant sa disponibilité à soutenir ces initiatives dans la province. Quant à l'ancien

international football, Co-parrain, Zico il dit être impressionné car c'est la première fois pour lui d'assister à une compétition "vieille" au Burkina, une compétition qui se déroule chaque année durant 36 ans sans rupture ! Il a souhaité dans les éditions à venir fassent la part belle aux enfants de moins de 15 à 16 ans jouer afin de lui permettre d'offrir plus de chance aux enfants footballeurs de Nouna, en les formant dans son centre. A l'issue des interventions,

place a été faite au jeu.

Dès l'entame du jeu, ce sont les rouges qui vont essayer d'imposer leur rythme à l'équipe adverse, en mettant la pression dans le camp des verts. Leur initiative a failli payer, Le dossard 18 KONATE Siaka délivrait une frappe puissante qui passera juste à côté des buts des verts. Piqué dans leur orgueil propre, le Cobra tente de contrôler le jeu. Une réplique qui n'a laissé aucune chance à l'adversaire puisque KONATE Achille Kevin ouvrait le score. Les rouges, fragilisés ne parviendront pas à la réduction du score jusqu'à la pause. De retour des vestiaires, les rouges multiplient les assauts, des attaques qui n'arriveront pas à forcer le verrou. Endurant, les verts inscrivent le 2^{ème} but puis le 3^{ème} but, pliant ainsi le match. C'est sur ce score de 3 buts à 0 que COBRA succédera à l'ASA détenteur du trophée de l'édition précédente. En récompenses, toutes les équipes ont été primées. L'ASA reçoit des mains du promoteur 1 jeu de maillot, un ballon, une enveloppe de 115 000FCFA et un trophée. Le COBRA qui s'est hissée au haut du podium, reçoit 1 jeu de maillot, 1 ballon, 1 lot de t-shirt, des polos, des casquettes, une enveloppe de 170 000FCA plus un trophée. C'est un bal organisé à l'auberge populaire de Nouna qui a clos en beauté cette finale de la 36^{ème} édition au grand bonheur de tous en attendant 37^{ème} édition pour l'année prochaine.

Issa Lazare KOLGA pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération Banque mondiale-Burkina Faso : L'Administrateur de l'institution de Bretton Woods fait le point au Premier ministre

Région du Centre



Le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, a accordé une audience à l'Administrateur de la Banque mondiale, Seydou BOUDA, le lundi 22 mai 2017.

Le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, a accordé une audience à l'Administrateur de la Banque mondiale, Seydou BOUDA, le lundi 22 mai 2017. Outre la visite de courtoisie, les deux personnalités ont passé au peigne fin la coopération entre le Groupe de l'institution de Bretton Woodset le Burkina Faso.

« Nous avons parlé de nos préoccupations communes notamment au sujet du portefeuille de la Banque mondiale au Burkina Faso mais également de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) depuis la dernière



Nous avons parlé de nos préoccupations communes notamment au sujet du portefeuille de la Banque mondiale au Burkina Faso mais également de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES).

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6

Table ronde de Paris et la manière dont il faut s'organiser pour tirer le meilleur parti du succès de cette Table ronde », a expliqué l'Administrateur de la Banque mondiale, Seydou BOUDA, à l'issue des échanges qu'il a eu avec le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, le lundi 22 mai 2017. Puis, il a fait savoir que la

Banque mondiale est le premier partenaire au développement du Burkina Faso en terme d'apports financiers à son développement avec une allocation de plus d'un milliard trois-cent milles dollars (1 000 300 000 \$) d'engagements au titre de la période qui s'achève le 30 juin prochain. « Cette allocation est consistante et

fait de la Banque mondiale un des partenaires essentiel du Burkina Faso en terme de contribution à son développement », a-t-il ajouté.

DCI/PM

Atelier d'élaboration du draft 1 du module de formation des acteurs secondaires : promouvoir les comportements favorables à l'atteinte des objectifs du projet SWEDD

Région du Centre-Ouest

La direction de la promotion de la santé (DPS) organise du 22 au 25 mai 2017 à Koudougou dans le Boulkiemdé, un atelier d'élaboration du draft 1 du module de formation des acteurs secondaires chargés d'appuyer la mise en œuvre des activités opérationnelles de communication. Objectif, disponibiliser le draft 1 du module de formation des acteurs secondaires chargés de promouvoir les comportements favorables à l'atteinte des objectifs du projet SWEDD dans la perspective de sa finalisation.



Objectif, disponibiliser le draft 1 du module de formation des acteurs secondaires chargés de promouvoir les comportements favorables à l'atteinte des objectifs du projet SWEDD dans la perspective de sa finalisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Autonomisation des femmes et Dividende Démographique au Sahel » (SWEDD), et au titre de la composante 1.1., il a été élaboré une stratégie

nationale de communication pour le changement social et comportemental. Pour l'opérationnalisation de cette stratégie, et dans la perspective d'amener les principales cibles primaires à l'adoption d'attitudes

et de comportements favorables à l'autonomisation des femmes et à la réalisation d'un dividende démographique, il été jugé nécessaire de mettre à contribution les acteurs secondaires. Ces acteurs, pour jouer pleinement

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7



En outre, des rudiments nécessaires à une communication efficace devraient être maîtrisés par ces acteurs.

leur rôle de sensibilisateurs, ont besoin d'informations requises aussi bien sur le projet SWEDD que sur l'ensemble des thématiques (planification familiale, scolarisation des filles, mariage d'enfants et autonomisation des femmes/filles). En outre, des rudiments nécessaires à une communication efficace devraient être maîtrisés par ces acteurs. A l'étape actuelle, il n'existe pas un module spécifique de formation

de ces acteurs dans ce domaine d'où la nécessité de l'élaborer. Ainsi, deux sessions sont prévues et la présente sera consacrée à l'élaboration du draft 1 dudit module. A l'issue de cet atelier de 4 jours, le draft 1 du module de formation des acteurs secondaires chargés de promouvoir les comportements favorables à l'atteinte des objectifs du projet SWEDD devrait être disponible en vue de sa finalisation. Il réunit des

participants venant des Ministères de la santé, de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, d'ONG et d'Associations, de partenaires techniques et financiers.

DCPM/MS

Brève

Le Général Zagré nommé ambassadeur du Burkina au Ghana

Le Général Pingrenoma Zagré, ancien Chef d'état-major général des armées, a été nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina au Ghana.

La décision a été prise en Conseil de ministres de ce mercredi 24 mai 2017



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres : le gouvernement examine les décrets d'application de la loi 003 portant sur la Fonction publique territoriale

Région du Centre



le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou.

Au sortir du Conseil des ministres de ce 24 mai 2017, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou a fait le point suivant :

Au titre du ministère en charge de la Sécurité, il a été adopté un rapport relatif à l'organisation d'un forum national sur la Sécurité courant septembre 2017 à Ouagadougou. Il s'agira, selon le ministre en charge de la Communication, de réunir l'ensemble des acteurs du domaine de la sécurité et de faire, de façon inclusive, faire un diagnostic sans complaisance de la sécurité intérieure et de formuler

des recommandations allant dans le sens de l'amélioration de la donne sécuritaire.

Au ministère en charge de l'Administration territoriale, le Conseil s'est appesanti sur l'examen des 19 décrets d'application de la loi 003 relative à la Fonction publique territoriale adoptée au cours de cette année 2017.

Pour ce qui est du département en charge de l'Economie, le Conseil a ratifié deux accords et examiné le bilan d'exécution du programme d'investissement public 2016 qui a porté sur plus de 556 milliards, avec un taux d'exécution de 78,21%. Un taux jugé relativement positif par le porte-parole du gouvernement au regard du

fait que l'année budgétaire 2016 a débuté avec un retard.

Toutefois, Rémis Dandjinou rapporte que selon la première responsable de ce département, ce taux varie selon le type de recettes et s'établit à 87% quand il s'agit de ressources propres et à 61% quand elles sont d'origine extérieure.

Au lendemain de l'incident de la Patte d'oie à Ouagadougou où l'artiste musicienne Adja Divine s'est fait agressée puis dénudée par des jeunes en furie pour une affaire supposée de bébé volé, le ministre en charge de la communication s'est dit indigné par la récurrence des actes d'incivisme au Burkina Faso. Pour lui, la préoccupation est nationale et chaque Burkinabè est invité à apporter sa contribution pour un changement de mentalité.

Pour ce qui est de la grève des agents du Trésor, Rémis Dandjinou indique que la plateforme, au départ, comportait 31 points avant de baisser à 19 présentement. Tout en précisant que les discussions se poursuivent pour parvenir à un consensus, il dit regretter le type de sit-in adopté par les grévistes, qui, au final prive les citoyens de nombre de besoins et paralyse de nombreux services.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 24 mai 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 24 mai 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 13 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

1. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTRE DE LA SECURITE

Le Conseil a adopté un rapport

relatif à l'organisation d'un forum national sur la sécurité.

Ce forum vise à faire un diagnostic de la sécurité intérieure en vue de proposer des solutions pour résoudre durablement le problème de l'insécurité au Burkina Faso.

Le Conseil a marqué son accord pour la tenue dudit forum à Ouagadougou.

I.2. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté dix-neuf (19) décrets d'application de la loi N°003-2017/AN du 13 janvier 2017 portant statut de la fonction publique territoriale.

Le premier décret porte institution d'une coordination entre le régime de pension des agents communaux du Burkina Faso et le régime général de la caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO).

Le deuxième décret porte institution d'une coordination entre le régime de pension des agents des collectivités territoriales et le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs salariés et assimilés.

Le troisième est relatif à la fixation des limites d'âge pour l'admission à la retraite des fonctionnaires de collectivité territoriale et institution d'un congé de fin de service.

Le quatrième décret concerne la réglementation des allocations familiales servies aux fonctionnaires de collectivité territoriale.

Le cinquième décret fixe les modalités de participation des collectivités territoriales aux frais de transport et d'inhumation du corps du fonctionnaire décédé.

Le sixième porte fixation du montant, détermination des conditions de paiement et modalités de répartition du capital décès des fonctionnaires de collectivité territoriale.

Le septième porte conditions d'organisation des examens professionnels et des concours de la fonction publique territoriale.

Le huitième décret concerne les critères et modalités d'évaluation des fonctionnaires de collectivité territoriale.

Le neuvième décret porte conditions et modalités de réquisition du fonctionnaire de collectivité territoriale.

Le dixième porte attributions, composition, organisation et fonctionnement de la commission d'affectation des fonctionnaires

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

de collectivité territoriale.

Le onzième porte dérogation à l'évaluation des fonctionnaires de collectivité territoriale.

Le douzième décret porte dérogation à l'obligation d'exercice exclusif de l'emploi des fonctionnaires de collectivité territoriale.

Le treizième porte attributions, composition, organisation et fonctionnement des organes consultatifs de la fonction publique territoriale.

Le quatorzième est relatif au classement indiciaire des emplois de la fonction publique territoriale.

Le quinzième est relatif aux tableaux de reversement des agents de la fonction publique territoriale.

Le seizième décret porte régime indemnitaire des collectivités territoriales.

Le dix-septième porte indemnités de mission applicables aux collectivités territoriales.

Le dix-huitième porte modalités de mise en demeure des fonctionnaires de collectivité territoriale en cas d'abandon de poste ou de refus de joindre le poste assigné.

Le dix-neuvième décret porte organisation des avancements de grade des emplois de la Police municipale.

L'adoption de ces décrets permet de disposer de bases légales pour l'application de la loi N°003-2017/AN du 13 janvier 2017 portant statut de la fonction publique territoriale.

I.3. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté trois (03) rapports.

Le premier est une ordonnance portant autorisation de ratification de l'accord de financement conclu le 24 mars 2017 entre le Burkina Faso et la Banque africaine de développement (BAD).

D'un montant d'environ dix millions neuf cent soixante-huit mille (10 968 000) dollars US, soit six milliards quatre cent quarante-six millions cent soixante-dix mille (6 446 170 000) francs CFA, ce financement est destiné au Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé.

Le deuxième est une ordonnance portant autorisation de ratification de l'accord de prêt N° CBF 1282 01 C conclu le 05 avril 2017 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement (AFD) pour le financement du Projet de développement durable de Ouagadougou phase 2.

D'un montant de quatre-vingt millions (80 000 000) d'euros soit cinquante-deux milliards quatre cent soixante-seize millions cinq cent soixante mille (52 476 560 000) FCFA, ce financement est destiné au développement territorial équilibré de la commune de Ouagadougou en favorisant la mobilité et l'émergence de pôles de centralités secondaires, en cohérence avec le plan d'occupation des sols (POS) et le schéma de principe de circulation

du centre-ville de Ouagadougou.

Le troisième rapport est relatif au bilan d'exécution du Programme d'investissement public (PIP) 2016 au 31 décembre.

Les dépenses engagées au 31 décembre 2016 se chiffrent à 442,998 milliards de FCFA pour une dotation révisée de 566,454 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution financière globale de 78,21%. Ce taux est en hausse de 5,05 points et de 21,62 points comparativement à 2015 (73,16%) et 2014 (56,59%).

L'analyse du bilan d'exécution du PIP 2016 au 31 décembre selon le type de financement fait ressortir un taux d'exécution de 87,41% pour les ressources internes et 61,81% pour les ressources externes.

Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les dispositions idoines pour une meilleure exécution des investissements publics.

COMMUNICATION ORALE

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Burkina à l'extérieur a fait au Conseil une communication relative à la visite de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE au Qatar et en Arabie Saoudite du 18 au 22 mai 2017.

Au cours de son séjour, le Président du Faso s'est entretenu avec l'Emir Hamad Ben Khalifa Al Thiani du Qatar sur des questions de coopération bilatérale et d'intérêts communs.

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

En outre, le chef de l'Etat a participé à Riyad, en Arabie Saoudite à un Sommet arabo-islamo-américain sur la lutte contre le terrorisme.

Il a, par ailleurs, rencontré les Burkinabè vivant au Qatar et en Arabie Saoudite.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

– Monsieur Pingrenoma ZAGRE, Officier général de Brigade, est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso près la République du Ghana ;

– Madame Alice SANON, Mle 74 875 H, Psychologue clinicien, 1ère Classe, 12ème échelon en nommée Chef du département chargé des communautés coutumières et religieuses des Organisations non gouvernementales (ONG) et des Organisations à base communautaire (OBC) au Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le Sida et les Infections sexuellement transmissibles (SP/CNLS-IST) ;

– Monsieur Ouindenonga SAWADOGO, Mle 83 944 Y, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 5ème échelon est nommé Chef du département chargé des institutions, des ministères autres que celui de la santé et des entreprises au

Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le Sida et les Infections sexuellement transmissibles (SP/CNLS-IST) ;

– Monsieur Boukari SAVADOGO, Mle 41 378 Y, Professeur certifié, 1ère classe, 13ème échelon, est nommé Chef d'antenne régionale du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST (CNLS-IST) du Centre;

– Monsieur Marc SAWADOGO, Mle 81 944 W, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 5ème échelon est nommé Chef d'antenne régionale du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST (CNLS-IST) du Centre-Nord.

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

– Monsieur Assane TAMBOURA, Mle 75 670 P, Ministre plénipotentiaire, 1ère classe, 8ème échelon est nommé Ambassadeur Représentant permanent adjoint de l'Ambassade du Burkina Faso à Bruxelles (Belgique) ;

– Monsieur Bourèma KI, Mle 97 439 D, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des Organisations régionales ;

– Monsieur Ouépia Karim IDOGO, Mle 105 154 H, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur des Organisations sous régionales ;

– Monsieur Oumarou GANOU, Mle 59 723 N, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur du

Bureau national de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

– Monsieur Lassina GUITI, Mle 110 110 T, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème grade, 4ème échelon, est nommé Directeur général adjoint de la Garde de sécurité pénitentiaire ;

– Monsieur Sabila SAWADOGO, Mle 240 051 G, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème classe, 1er échelon, est Directeur du matériel et du budget à la Direction générale de la Garde de sécurité pénitentiaire ;

– Monsieur Harouna TARNAGADA, Mle 59 951 U, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème grade, 3ème échelon, est nommé Directeur de la maison d'arrêt et de correction de Ziniaré ;

– Monsieur Bavrou TIENE, Mle 110 121 L, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème grade, 1er échelon, est nommé Directeur de la maison d'arrêt et de correction de Tenkodogo.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

– Madame Zita Ayaba Clarisse TRAORE/ANAGO, Mle 130 272 J, Magistrat, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Conseiller technique ;

– Monsieur André ZONGO, Mle 51 149 N, Administrateur des services

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

financiers, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances ;

– Monsieur Jean Baptiste ZONGO, Mle 216 302 Y, Ingénieur du génie rural, 1ère classe, 4ème échelon est nommé Directeur général de l'Agence de l'eau du Liptako (AEL) ;

– Monsieur Wendémi Cyprien TIZAMBO, Mle 216 301 S, Ingénieur du génie rural, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur régional de l'Eau et de l'assainissement des Hauts-Bassins.

AU TITRE DU MINISTRE DES INFRASTRUCTURES

– Monsieur Michel KAFANDO, Mle 39 679 C, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Conseiller technique ;

– Monsieur Jean Wenceslas Tewendé KYELEM, Mle 216 126 B, Ingénieur du génie civil, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur général de l'Entretien routier ;

– Monsieur Babou BAYILI, Mle 23 10 553 C, Ingénieur d'état du bâtiment, des ponts et chaussées, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur général de l'Ecole de formation professionnelle des travaux publics (EFP-TP) ;

– Monsieur Sidiki Boubacar ILBOUDO, Mle 35 701 Y, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur des marchés publics.

AU TITRE DU MINISTRE DE LA JEUNESSE, DE LA

FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

– Monsieur Adama Ally GANAME, Mle 59 637 X, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 8ème échelon est nommé Directeur général du Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) ;

– Monsieur Abdramane KIEMDE, Mle 58 681 B, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 3ème échelon est nommé Directeur financier et comptable du Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) ;

– Monsieur Abdoulaye OUEDRAOGO, Mle 216 146 W, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur des Affaires financières de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

AU TITRE DU MINISTRE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

– Monsieur Souleymane COULIBALY, Mle 97 640 H, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur des finances et de la comptabilité publique du Fonds national de la solidarité ;

– Monsieur Soumaïla ZOROM, Mle 82 024 S, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur des statistiques sectorielles ;

– Monsieur Oubé Eric COULIBALY, Mle 57 224 L, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de

la planification opérationnelle ;

– Monsieur Drissa SAWADOGO, Mle 34 060 W, Administrateur des affaires sociales, est nommé Directeur de la protection des personnes âgées ;

– Monsieur Yassa OUEDRAOGO, Mle 92509K, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la protection et de la promotion des personnes handicapées ;

– Monsieur Alidou BALBONE, Mle 41 064 E, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur de la vulgarisation des mécanismes de solidarité nationale et de lutte contre l'exclusion sociale.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à des nominations et à des renouvellements de mandat au titre de membres de Conseil d'administration des Etablissements publics et des Sociétés d'Etat.

La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Faso.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU

Officier de l'ordre national

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Programme d'appui à la politique nationale de Justice : Première session de l'année 2017 du comité de pilotage

Région du Centre



Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a présidé, la première session de l'année 2017 du comité de pilotage du Programme d'appui à la politique nationale de Justice (PAPNJ).

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a présidé ce mardi 23 mai 2017, la première session de l'année 2017 du comité de pilotage du Programme d'appui à la politique nationale de Justice (PAPNJ). C'était en présence du secrétaire général du ministère, Paulin BAMBARA coordonnateur du Programme, des directeurs généraux, centraux, des représentants de l'Union européenne, de la coopération française et des organisations de la société civile, membres du comité.



C'était en présence du secrétaire général du ministère, Paulin BAMBARA coordonnateur du Programme, des directeurs généraux, centraux, des représentants de l'Union européenne, de la coopération française et des organisations de la société civile, membres du comité.

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14



Bessolé René BAGORO, « malgré les efforts consentis et les résultats déjà réalisés, force est de constater que les attentes de la population vis-à-vis de l'administration judiciaire restent fortes. Toute chose qui nous commande à plus d'abnégation ».

Ce Programme, a indiqué le Garde des Sceaux, président du comité de pilotage, est une initiative de la coopération entre le gouvernement du Burkina Faso et l'Union européenne, visant à accompagner la mise en œuvre réussie de la Politique nationale de Justice (PNJ). « La volonté du gouvernement, telle que déclinée dans le Programme national de développement économique et social (PNDES) est de permettre le renforcement de la Justice à l'édification d'une société démocratique, équitable et prospère », a-t-il relevé.

Plusieurs activités ont pu être menées, en rapport avec les

objectifs de la PNJ et de deux devis-croisières implémentés. Des résultats ont été atteints en termes de renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles du secteur de la Justice. Cependant a souligné le ministre Bessolé René BAGORO, « malgré les efforts consentis et les résultats déjà réalisés, force est de constater que les attentes de la population vis-à-vis de l'administration judiciaire restent fortes. Toute chose qui nous commande à plus d'abnégation ».

Ce troisième devis programme de croisière a pour objectif de consolider les chantiers amorcés par les devis programmes précédents mais aussi d'ouvrir des chantiers résiduels qui n'avaient pas connu

de début d'exécution jusqu'ici.

Pour ce faire, le projet de devis programme examiné au cours de cette première session de l'année 2017 propose des activités à mettre en œuvre dans l'ensemble des trois composantes du programme et devra permettre l'atteinte de résultats majeurs pour le secteur de la Justice. Ces résultats à atteindre entre autres la finalisation de projet de codes et textes de lois, la finalisation de la chaîne pénale et du casier judiciaire, le renforcement des capacités du personnel à travers la formation initiale et continue.

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Offre éducative : une infrastructure scolaire pour soulager les élèves de Naryaoghin

Kourittenga



Le ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Jean Martin Coulibaly a procédé à l'inauguration de l'école primaire publique de Naryaoghin dans la commune de Pouytenga, province du Kourittenga.

Le ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Jean Martin Coulibaly a procédé à l'inauguration de l'école primaire publique de Naryaoghin dans la commune de Pouytenga, province du Kourittenga. C'était le samedi 20 mai 2017 en présence d'autorités locales.

C'est un joyau composé de trois salles de classe, un magasin, un bureau, une cuisine et un forage équipé de plaques solaires d'une valeur estimée à 28 800 000f CFA qu'a offert El Hadj Rasmané Naré,

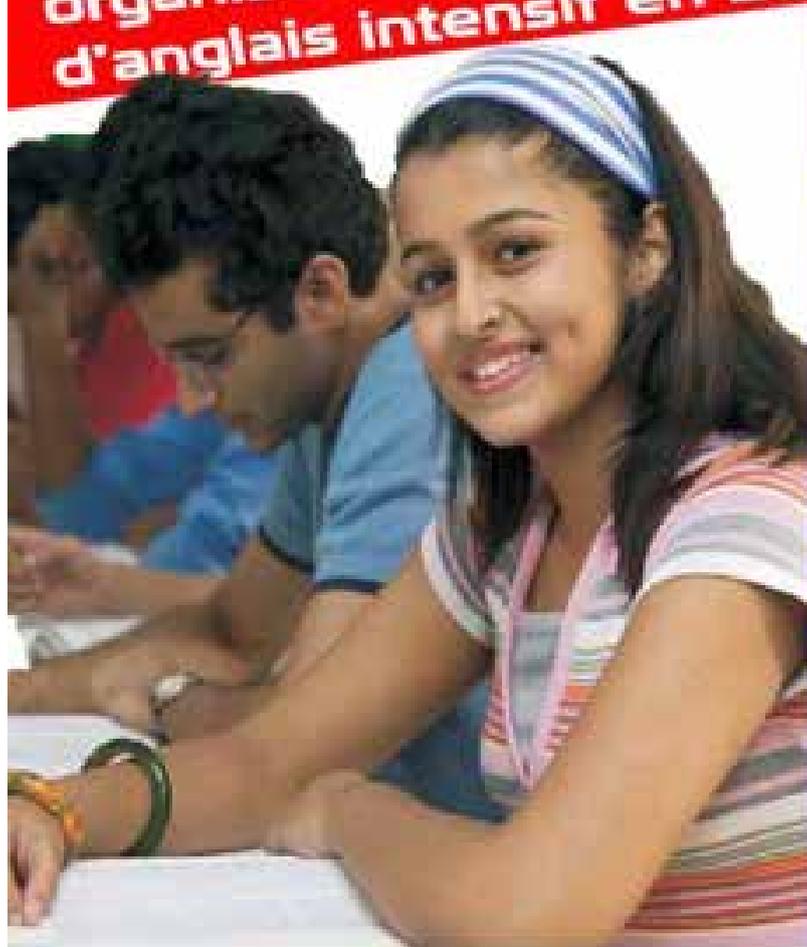
natif du village de Naryaoghin. Selon lui, cette infrastructure va soulager la souffrance des enfants de son village. « Pendant l'harmattan les élèves qui prennent les cours sous les arbres et les paillotes sont à la merci du froid et du vent. Etant donné que je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école, je n'aimerais pas que les enfants de mon village soient analphabètes comme moi », a-t-il expliqué. Le ministre de l'éducation nationale, a remercié le donateur et a invité toutes les bonnes volontés à suivre les pas de El Hadj car dit-il, c'est la contribution des uns et des autres qui fait le développement national.

Il a par ailleurs loué la vision qu'a eue le donateur en intégrant des équipements en plaques solaires. Selon toujours le ministre Jean Martin COULIBALY, « les enfants des campagnes ont aussi besoin de lumière pour travailler ». L'homme au cœur magnanime que les élèves appellent affectueusement « Yaaba » a offert des fournitures scolaires et promet de prendre en charge les deux meilleurs candidats au CEP durant tout leur cursus scolaire.

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



• Du 15 février
au 15 mars

• Du 15 Juillet au
au 15 août

• Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

*Préparation aux :
TOEIC - TOEFL*

Nous vous offrons aussi la
possibilité d'apprendre
l'anglais en ligne et obtenir
une attestation avec ED -
ENGLISH DISCOVERIES qui
est une solution complète
d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
FCFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: UN ADJOINT DIRECTEUR PAYS – PROGRAMMES (H/F) – RCA

Description

Pays / base : RCA – Bangui

Contexte de la mission RCA : Action contre la Faim (ACF) intervient en République Centrafricaine (RCA) depuis 2006. Forte de son expérience dans le pays, les actions menées ont répondu au contexte changeant du pays en appliquant à la fois des approches d'urgence (avec notamment le mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population), de relèvement précoce et de développement en fonction des zones et des besoins. Les projets, pour la plupart multisectoriels, sont aussi bien développés pour les populations urbaines, rurales que pour les déplacés dans les domaines de la Nutrition-Santé ; Santé Mentale et Pratique de soins ; Eau, Assainissement et Hygiène ainsi que la Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence. Réputée pour son expertise technique, sa capacité de réponse d'urgence et sa connaissance du terrain, ACF jouit également d'un bon niveau d'acceptance auprès des bénéficiaires favorisant la sécurité des équipes qu'elle déploie sur le terrain.

La mission RCA est aujourd'hui composée de 4 bases opérationnelles (Bangui, Bouar, Bossangoa et Sibut), et d'une équipe de 260 staffs nationaux et 40 expatriés.

Travailler en RCA avec ACF,

c'est l'assurance d'intégrer une équipe dynamique et motivée intervenant dans tous les secteurs d'activités de l'association, au cœur des besoins humanitaire du pays.

Statut : CDD 12 mois

Prise de poste : dès que possible

Mission :

Vous assurerez l'ensemble du management des Responsables de Départements techniques et superviserez la définition, le développement et la mise en œuvre de la stratégie d'ACF en RCA.

Plus précisément, il s'agit de :

Coordonner la définition, le développement et la mise en œuvre de la stratégie :

Superviser toute l'organisation, le suivi du reporting des départements techniques et piloter le contrôle qualité interne et la capitalisation des programmes

Animer des ateliers avec vos équipes pour préciser les projets à venir dans les prochaines années suite à la mise à jour de la stratégie ACF

Assurer le management opérationnel des départements techniques et des actions de plaidoyer :

Superviser, former, accompagner, évaluer et recruter ses collaborateurs directs. Vous serez le manager des Responsables de Département Nutrition-Santé, EAH, SAME, SMPS, de la Chargée

de Plaidoyer et de la Chargée de Contrats Bailleurs et Reporting.

Promouvoir le respect la charte d'ACF et prévenir toute forme de fraude et d'abus de pouvoir

Assurer les relations avec les bailleurs de fonds, les autorités, les agences des Nations Unies et les autres ONGs, sur la stratégie opérationnelle technique, les programmes et le plaidoyer :

Présenter la stratégie ACF aux bailleurs de fonds et discuter des partenariats possibles. Tout en maintenant les projets d'urgence, votre objectif sera d'identifier des bailleurs de développement afin de mettre en œuvre des projets de plus long terme.

Participer aux principaux ateliers stratégiques de la communauté internationale (RDD ou vous en fonction des secteurs couverts).

Analyser les besoins humanitaires en RCA :

Collecter, rassembler et analyser l'information provenant de sources extérieures et des référents techniques du siège afin d'identifier de futures opportunités de programme

Anticiper les besoins à travers des évaluations multisectorielles. En cas de poche de vulnérabilité, coordonner le développement des projets à soumettre.

Quelques projets phares en RCA :

Programme de réponse rapide aux mouvements de population (RRM) : mécanisme

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

d'intervention en EAH et SAME permettant une présence dans les 48h dans les régions les plus durement touchées.

Projet Forages Mobiles : pour répondre aux besoins d'accès à l'eau, ACF, disposant de deux foreuses, a mis en place une équipe mobile de forage.

Projet Urgence Nutrition : évaluation de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans puis mise en place de cliniques mobiles si les besoins sont confirmés par les enquêtes nutritionnelles rapides.

Programmes santé mentale et pratique de soins : soutien psychologique pour les adultes et enfants en détresse – Bangui et Sibut. Notre équipe de travailleurs psychosociaux intervient sur les sites de déplacés, les écoles, les centres de santé et dans les communautés pour leur apporter les soins psychologiques nécessaires au traitement des événements traumatiques qu'ils ont vécu. Avec 4 Responsables de Programme SMPS présents sur la mission, bientôt 5, la RCA est l'un de pays où nous avons le plus de projets SMPS.

Les conditions de vie sur Bangui : A Bangui, le climat est de type équatorial avec une saison humide de mai à octobre et une saison sèche de novembre à avril. Les températures annuelles moyennes vont de 24°C à 27°C, les maximales atteignant 34°C.

Les expatriés logent dans des maisons communes qui sont équipées d'électricité et d'une connexion internet relativement

bonne mais pas très stable.

Les chambres disposent de moustiquaires, de ventilateurs ou de climatisation et certaines disposent de leur propre salle de bain.

La vie n'est pas très chère à Bangui. Le perdiem et les frais de vie donnés sont suffisants pour permettre des sorties régulières même si le choix est réduit. De nombreux restaurants de tous types existent et de nombreux maquis proposent poisson et autres spécialités locales.

Le couvre-feu étant à minuit en semaine et 1 heure le week-end, il est possible de trouver de nombreux endroits agréables où se détendre après le travail et les weekends. Avec de nombreuses ONG présentes en RCA, les soirées inter ONG sont fréquentes. Une infrastructure sportive est accessible avec piscine, tennis, squash et salle de sport.

Nos vidéos :

Le Blog de la mission où vous trouverez des articles sur nos programmes : <http://blog.actioncontrelafaim.org/live-blog/afrique/rca/>

Une immersion au cœur de nos missions : <http://www.bangui-loubliee.com/#accueil>

Profil recherché :

Vous êtes diplômé Bac+5 (Master 2 Sciences politiques, Relations internationales ou secteur technique ACF), et possédez une expérience significative en gestion de programme, développement de projet multisectoriels.

Vous justifiez d'une expérience de Coordinateur terrain et/ou Responsable de Département

Vous disposez de très bonnes capacités d'analyse et de synthèses, une connaissance des stratégies ACF est un atout

Conditions Salariales : Salarié – Rémunération de 1 947 € à 2 497 € bruts mensuels

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Ville B a n g u i

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Nom de la personne contact

Stéphanie Bouchet

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2545/Un-Adjoint-Directeur-Pays-Programmes-HF/>

Date de fin de validité 30/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Animateur(trice) sensibilisation et éducation au développement – Luxembourg

Description

Iles de Paix Luxembourg recrute un(e) Animateur(trice) pour son programme de sensibilisation et d'éducation au développement

Contrat à durée déterminée (septembre - décembre 2017) – temps plein

Iles de Paix est une ONG de développement, créée il y a plus de 50 ans par Dominique Pire, Prix Nobel de la Paix. Elle a pour mission de promouvoir l'agriculture familiale durable et l'alimentation responsable. Pour cela, l'association mène des projets de développement en Afrique et en Amérique latine. Elle met également en œuvre des activités de sensibilisation et d'éducation auprès de divers publics en Belgique et prochainement au Luxembourg.

– Dans ses pays d'intervention – le Bénin, le Burkina Faso, la Tanzanie, l'Ouganda et le Pérou – Iles de Paix appuie des petits paysans et leur famille pour qu'ils puissent bénéficier d'une alimentation adéquate et suffisante et vivre dignement de leur activité, dans le respect de l'environnement. L'association facilite un développement local, reproductible et durable conduit par les familles d'agriculteurs bénéficiaires, leurs organisations et les autorités locales.

– Au Nord, Iles de Paix concrétise sa mission notamment au travers d'un programme d'éducation

à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) dont la vocation est d'informer, sensibiliser et mobiliser ses bénéficiaires en faveur de l'agriculture familiale durable et l'alimentation responsable dans le monde.

Vous êtes un(e) expert(e) pédagogique et vous aimez mettre de nouvelles choses en place ? Vous aimez transmettre vos connaissances aux jeunes ? Le secteur de l'enseignement ou de l'animation vous passionne ? Vous voudriez consacrer votre énergie à des projets chargés de sens ? Venez relever un défi passionnant.

RESPONSABILITÉS PRINCIPALES

En collaboration avec son/ sa collègue chargé du programme d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, l'animateur(trice):

réalise des animations auprès des lycées sur le thème de la promotion de l'agriculture familiale durable et de l'alimentation responsable ;

participe à la préparation et à la mise en œuvre d'évènements de sensibilisation auprès du grand public luxembourgeois ;

participe et contribue au suivi et à l'évaluation de ce programme.

Ville Luxembourg

Expériences / Formation du candidat

Formation de base et/ou expérience

Détention d'une formation (études supérieures ou master universitaire) dans le domaine de la coopération au développement et de la pédagogie.

2 ans d'expérience dans la coopération et/ou le secteur pédagogique scolaire.

Une connaissance des questions relatives à l'agriculture familiale durable et de l'alimentation responsable (par exemple via une formation dans le domaine des sciences environnementales) est un atout.

Connaissance du secteur luxembourgeois de la coopération et de la solidarité internationale, du fonctionnement des collectivités et associations.

Connaissance "utilisateur" des logiciels informatiques usuels. Bonne vision de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement.

Langues parlées

Bonne maîtrise indispensable du luxembourgeois (ou de l'allemand) et du français.

Qualité du candidat

Attitudes et comportements

Capacité de réflexion et d'analyse stratégique, notamment sur les enjeux du développement et de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Bon communicateur

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

et pédagogue.

Organisateur, organisé, rigoureux, apte à mener plusieurs projets de front.

C r é a t i v i t é .

Flexibilité, disponibilité et capacité d'adaptation.

Capacité de travailler en équipe et bonne autonomie, capacité de travailler seul(e).

Fort intérêt pour le développement et adhésion aux valeurs d'Iles de Paix.

Fonctions Animation Formation

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education

Pays Europe, Luxembourg

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat à durée déterminée (septembre - décembre 2017) - temps plein

Documents à envoyer

CONDITIONS ET DÉPÔT DE CANDIDATURE

Ce poste est basé à Luxembourg. Il s'agit d'un contrat à durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2017, à temps plein (38h/semaine). Démarrage en août-septembre 2017. En cas d'obtention d'un cofinancement au-delà de 2017, possibilité d'une prolongation éventuelle du contrat.

Mobilité requise (être en possession d'un véhicule et permis de conduire) - déplacements pour les animations.

Pour postuler, veuillez envoyer votre CV et lettre de motivation à l'adresse mail suivante au plus tard le 14 juin 2017 (inclus) : **jobs-ecms@ilesdepaix.org**

En objet du mail, veuillez indiquer : «IDPL – animateur ECMS – Nom Prénom »

Pour de plus amples informations sur nos projets : <https://ilesdepaix.lu/>

Email de la personne contact **jobs-ecms@ilesdepaix.org**

Date de fin de validité **14/06/2017**



Avis de recrutement

Poste: Rémunération et avantages sociaux examen

Description

À propos de nous

War Child (WC) est une organisation caritative

internationale avec les employés nationaux et internationaux travaillant au Royaume - Uni, l' Afghanistan, la République centrafricaine, République démocratique du Congo, l' Irak, la Jordanie, le Yémen et l' Ouganda.

WC vise à attirer et retenir les meilleurs pour offrir un soutien de qualité aux enfants. Pour nous permettre de faire cela, nous devons adopter un ajustement plus pour la politique de rémunération des objectifs et les avantages, qui nous permet de verser un salaire concurrentiel, offrir des incitatifs, et récompenser nos employés avec des avantages ciblés et évalués. WC traverse une transition de changement, y compris la création d'une plate - forme mondiale commune, ce

qui nécessite plus de la boîte et la pensée globale en matière de rémunérant notre peuple.

L i v r a b l e s

L'objectif est d'élaborer une politique de rémunération et des avantages sociaux pour les WC, dans le but d'intégrer les valeurs et la flexibilité suffisante de l'organisation pour adapter à la vision de croissance à long terme.

La politique doit:

- être rédigée en langage

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

facile à comprendre;

• **Encompass éléments visuels et descriptifs;**

• **Soyez bref et concis, à l'exclusion des références à une procédure, la procédure, les meilleures pratiques ou des lignes directrices (qui peut être établi séparément).**

E T

• **Déterminer une nouvelle structure de salaire de base;**

• **Inclure un guide de référence pour déterminer les niveaux d'emploi et où ils se situent au sein de la nouvelle structure (ce qui comprend l'examen des fonctions d'emploi existantes et niveaux);**

• **Examiner les avantages existants (dont la plupart ont récemment été mis en place), et évaluer si elles conviennent à l'usage;**

• **Proposer ajustement nouveaux ou supplémentaires pour des prestations d'usage;**

• **Examiner existants et proposer de nouveaux principes pour la progression.**

• **Tenir compte de la mesure dans laquelle la progression des salaires devrait être lié à des examens de performance**

Qualité du candidat

Nous recherchons un expert en rémunération et avantages sociaux pour le personnel britannique travaillant dans le secteur caritatif, idéalement avec une expérience particulièrement dans les structures de rémunération des ONGI et des défis internationaux. Vous devez avoir une solide connaissance de la législation en matière d'emploi au Royaume-Uni et les spécifications pertinentes.

Pour plus d'informations:

<https://www.warchild.org.uk/who-we-are/jobs/consultant-compensation-%26-benefits-review>

Fonctions Ressources Humaines

Activités Economie,

Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Europe, Royaume-Uni

Contrat Inconnu

Nom de la personne contact

Comment s'inscrire:

S'il vous plaît nous soumettre votre proposition avec le titre de courrier électronique comme « Rémunération et avantages sociaux examen » **avant le 11 Juin 2017** recruitment@warchild.org.uk.

Seuls les fournisseurs présélectionnés seront contactés.

Postuler en ligne

<https://www.warchild.org.uk/who-we-are/jobs/consultant-compensation-%26-benefits-review>

Date de fin de validité 11/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Représentant pays Liban

Description

Asmae est une ONG de solidarité internationale française spécialisée dans le développement de l'enfant. Indépendante, laïque et apolitique, elle est ouverte à tous.

Créée en 1980 par Sœur Emmanuelle sur la base de son expérience avec les chiffonniers dans les bidonvilles du Caire, Asmae poursuit son action dans le respect de valeurs et des méthodes héritées de sa fondatrice : écoute et proximité, pragmatisme, prise en compte des différences,

professionnalisme et réciprocité.

L'action d'Asmae vise à soutenir les enfants vulnérables et leurs familles via l'accompagnement sur mesure et dans la durée des acteurs locaux qui travaillent dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance.

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Sa vision "Un monde juste qui garantit aux enfants de vivre et de grandir dignement avec leurs familles et leur environnement pour devenir des femmes et des hommes libres, acteurs de la société", se décline en quatre missions :

Favoriser le développement de l'enfant par une approche globale. Pour cela, Asmae agit aussi sur l'accompagnement des familles en tenant compte de l'environnement ;

Renforcer la capacité des acteurs locaux du développement de l'enfant, renforcer les synergies entre eux et maximiser leur impact social ;

Défendre la cause de l'enfant par la sensibilisation et le plaidoyer ;

Expérimenter, essayer et diffuser.

Aujourd'hui, Asmae soutient et accompagne des projets dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance qui sont portés par 59 organisations locales au Burkina Faso, Egypte, France, Inde, Liban, Madagascar, Mali et Philippines. Asmae agit aussi directement auprès de bénéficiaires dans le cadre de son établissement d'accueil mère-enfants à Bobigny.

L'origine de l'intervention d'Asmae au Liban remonte à la guerre civile qui a meurtri le pays de 1975 à 1991. Les premières actions dans le pays ont commencé en 1986

et le bureau de coordination local a été ouvert en 2005.

Aujourd'hui, Asmae travaille en partenariat avec six associations locales actives dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance.

Notre intervention se concentre majoritairement en zone urbaine (Beyrouth, Zahlé, Tebnine), et dans les régions les plus défavorisées (Bekaa Nord et sud Liban).

L'équipe d'Asmae au Liban se compose de trois personnes à temps plein (deux expats, un staff national). Notre bureau est basé à Beyrouth. La coordinatrice générale d'Asmae au Liban est responsable de la mise en œuvre et du suivi de cette stratégie d'intervention.

1. Présentation générale de la situation de travail / conditions d'exercice :

Intitulé : Représentant Pays

Localisation : Liban

Responsable hiérarchique :
Responsable Programmes Siège

Postes rattachés : Responsable
Projet-Partenariat, Chargé
Administration et Finances,
Assistant de Bureau national,
**Traducteurs/Interprètes,
Consultant Support**

Statut : CDD d'usage expatrié

2. Mission :

Sous la supervision du Responsable Programmes, le Représentant Pays représente Asmae dans le pays et contribue au déploiement de la stratégie d'intervention, qu'il pilote, en coordination avec les équipes opérationnelles dont il assure la responsabilité hiérarchique.

Il met en œuvre l'organisation du travail et garantit l'application des règles de sécurité relatives aux biens et aux personnes, puis supervise les activités liées à l'intervention d'Asmae dans le pays selon les procédures et règles définies.

Il assure les actions de communication externe et de plaidoyer, contribue à la définition de la stratégie de recherche de financements publics et privés, et pilote sa mise en œuvre, conformément à la stratégie communiquée par le Siège.

3. Responsabilités :

3.1. Contribution à la définition de la stratégie d'intervention pays, et pilotage de la mise en œuvre :

Assure une fonction de veille relative aux questions de développement et aux enjeux géopolitiques propres au pays d'intervention

Identifie et propose avec ses équipes les orientations géographiques et par domaine d'intervention, pour le développement de l'intervention d'Asmae dans le pays

Garantit le respect et la mise

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

en œuvre des orientations stratégiques définies en concertation avec le Responsable Programmes et validées par le Siège

Pilote l'élaboration de la planification stratégique et opérationnelle (analyse du contexte pays, stratégie d'accompagnement des partenaires par domaine d'intervention, budget prévisionnel, plan d'action annuel), dans le respect des orientations définies par le Siège

Supervise le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie d'intervention de l'association dans le pays

Garantit la pertinence, la qualité et la cohérence des projets dans le pays, et propose le cas échéant, des réorientations stratégiques

Garantit le respect des engagements contractuels engageant l'association auprès de ses bailleurs

. Mise en œuvre de la stratégie de recherche de fonds publics et privés dans le pays :

Contribue à la définition de la stratégie de recherche de fonds dans le pays d'intervention

Assure une fonction de veille, puis analyse les stratégies des bailleurs de fonds dans le pays d'intervention

Assure la recherche de financements institutionnels ou privés en liaison avec les Directions du Siège

Coordonne la rédaction des demandes de financement à soumettre aux bailleurs de fonds, en lien avec les Directions du Siège

Supervise les activités liées au montage des demandes de financement, ainsi qu'au suivi – reporting – évaluation (interne et externe) des projets financés par des bailleurs institutionnels ou privés dans le respect du cadre d'intervention et des méthodologies d'Asmae, et des exigences des bailleurs

3.3. Management des ressources humaines :

Contribue à la définition et/ou à la mise à jour de la Politique RH dans le pays, en conformité avec le cadre réglementaire du pays, et est garant de son application

Assure l'encadrement des collaborateurs, et anime la vie d'équipe

Met en œuvre les recrutements et intégration des collaborateurs affectés dans le pays

3.4. Gestion du dispositif de Sécurité :

Assure le suivi et l'analyse du contexte sécuritaire, et s'assure de la bonne compréhension des équipes sur le terrain

Assure le briefing sécuritaire du nouveau personnel, et le débriefing du personnel international avant le départ

Garantit la mise en place des procédures et règles

de sécurité ainsi que leur respect par les équipes

Gère les incidents sécuritaires en conformité avec le Plan Sécurité

3.5. Gestion budgétaire, financière et administrative :

Elabore le Budget Pays et supervise le suivi financier des projets, en cohérence avec la stratégie d'intervention et dans le respect des procédures internes

Supervise la préparation et le bon déroulement des audits financiers impliquant l'association et/ou ses partenaires, en lien avec la Direction Administrative et Financière

Supervise la réalisation des opérations de contrôle auprès des partenaires

Supervise l'application des règles et procédures administratives et comptables internes définies par les bailleurs, les équipes d'Asmae et les partenaires locaux, en conformité avec le cadre réglementaire, fiscal et social du pays

Contrôle la réalisation des démarches associées aux obligations administratives et légales de l'association vis-à-vis des autorités du pays

3.6. Animation des relations internes et externes :

Représente l'association auprès des autorités locales dans le cadre des procédures

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

d'enregistrement d'Asmae dans le pays et de leur renouvellement

Développe les relations et actions de communication auprès des acteurs institutionnels (Ministères, Administrations, Organisations Internationales) et associatifs (ONG internationales et nationales), ainsi qu'avec des bailleurs potentiels et autres acteurs clés engagés dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance

Assure la réalisation et/ou la supervision d'actions/supports de communication externe

Supervise l'organisation des visites de terrain des collaborateurs du Siège, des bailleurs, des partenaires de l'association et des acteurs institutionnels

Contribue à la réalisation des activités transverses de la Direction des Programmes

4. MODALITÉS PRATIQUES DU POSTE

Lieu de travail : Beyrouth

Avantages sociaux : Indemnité de grand déplacement de 740 € nets par mois, mutuelle, prévoyance, aller et retour congé en cours de mission

Autres: vol aller et retour en début et fin de mission, remboursement des frais liés à la mission (déplacement, communication, hébergement à l'extérieur de la ville de résidence, visa)

Date début : Juillet 2017

Ville B e y r o u t h

Expériences /

Formation du candidat

Formation / expérience

Niveau Master en relations internationales, coopération au développement, action humanitaire ou équivalent

Minimum 3 ans d'expérience sur des fonctions similaires

Connaissances de la zone géographique

Connaissance en éducation et protection de l'enfance un plus

Expérience de travail en partenariat avec la société civile

Expérience en montage, gestion et coordination de projet

Gestion de la sécurité dans un contexte dégradé/volatile

Management d'équipe pluridisciplinaire et multiculturelle

C o m p é t e n c e s professionnelles requises

Capacité à élaborer une stratégie d'intervention pays

Maîtrise des règles de bailleurs de fonds institutionnels (AFD, UE, USAID, Agences des Nations-Unies, coopérations bilatérales etc.)

Connaissances en éducation et protection de l'enfance un plus

Gestion du pack office

Excellente maîtrise du français et de l'anglais (oral/écrit)

Maîtrise de l'arabe serait un plus

Excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse

Connaissance du logiciel SAGA est un plus

Langues parlées

F r a n ç a i s

A n g l a i s

Qualité du candidat

Caractéristiques personnelles

Excellentes capacités relationnelles et de représentation

Sens de l'analyse et force de proposition

Adaptabilité et flexibilité

Forte autonomie et travail en équipe

Résistance au stress et aux conditions climatique

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Animation, Formation, Education, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Moyen Orient, Liban

Contrat C D D

Durée du contrat

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Londres) et commence le 18 octobre 2017. Les candidatures ferment le lundi 29 mai 2017. Merci de noter que vous devez justifier d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle.

Ville Ile de France

Expériences / Formation du candidat

Nous recherchons de jeunes professionnels talentueux ayant au minimum 3 années d'expérience, toutes expertises confondues.

Fonctions Animation,

Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Social

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

22 000 euros

Postuler en ligne

<http://onpurpose.org/fr/associate-programme/>

Date de fin de validité 05/06/2017



Avis de recrutement

Poste: FRANCE – BÉNÉVOLES INTERPRÈTES FRANÇAIS/ ANGLAIS SEMAINE DES "PADAWANS" – PARIS/CLICHY

Description

QUI SOMMES-NOUS?

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) est une association d'aide humanitaire internationale qui, depuis plus de 36 ans, porte secours aux populations victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles en répondant aux besoins vitaux, boire, manger, s'abriter. Particulièrement engagée dans le combat contre les maladies liées à l'eau insalubre, première cause de mortalité au monde,

SI met en œuvre par ses interventions une expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la promotion de l'hygiène mais également dans celui, essentiel, de la sécurité alimentaire et moyen d'existence. Présentes dans une vingtaine de pays environ, les équipes de SI – 2000 personnes au total composées d'expatriés, de staffs nationaux, de permanents au siège, de quelques bénévoles...- interviennent avec professionnalisme et engagement dans le respect des cultures.

M I S S I O N

Chaque année, Solidarités mène une session de formation "Padawans" à destination des Field Coordinators afin de les renforcer dans leur poste ainsi que dans la perspective d'évolutions futures.

Tout expatrié expérimenté montrant de l'appétence à se diriger vers des postes de coordination générale peut également être inclus à cette session (RdB, Pm expérimentés etc...)

La majorité des participants évoluent dans un cadre de travail francophone mais certains ne parlent qu'Anglais.

C'est pourquoi à l'occasion de

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

"la Semaine des Padawans" nous recherchons des interprètes Français -> Anglais bénévoles intéressés si possible par le secteur de l'humanitaire.

C O N D I T I O N S

C O N D I T I O N S

– **Statut:** **Bénévolat**

– Les frais de transport sur Paris et tickets restaurant d'une valeur de 5,40 Euro par jour pris en charge par l'association.

DUREE DE LA MISSION

Une demi-journée minimum jusqu'à une semaine

Du Lundi 12/06/2017 à 9h30 au Vendredi 16/06/2017 à 18h.

C O N T A C T

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, envoyez un CV et une courte lettre de motivation

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance,

Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat Bénévolat

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=19225

Date de fin de validité 04/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Chargé de projet pilote de réinsertion

Description

En novembre 2012, l'UE et la Tunisie ont signé un plan d'action 2013-2017 permettant d'ouvrir le dialogue sur les migrations, avec l'objectif de conclure un partenariat pour la mobilité traitant la circulation des personnes, la gestion de la migration légale, la migration et le développement, la protection

des droits des migrants, la lutte contre la migration irrégulière et la réadmission. Le Partenariat pour la mobilité (PPM) entre l'UE, dix de ses États membres (Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, France, Italie, Pologne, Portugal, Suède et Royaume-Uni) et la Tunisie a été signé le 3 mars 2014 en vue de garantir une bonne gestion de la circulation des personnes. Le projet Lemma fait partie des initiatives qui en découlent.

D'une durée de 3 ans (mars

2016-février 2019) et piloté par Expertise France, le projet Lemma a pour objectif de soutenir la mise en œuvre du PPM UE-Tunisie en renforçant les capacités du Gouvernement tunisien à développer et mettre en œuvre sa politique nationale migratoire. L'Union européenne mobilise un budget de 5 millions d'euros par le biais de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) tandis que les États membres apportent leur contribution sous

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

forme d'expertise publique.

À travers ses trois composantes, le projet tend à :

1) Renforcer la capacité des autorités tunisiennes à gérer la migration de travail et la mobilité professionnelle à travers une coopération accrue avec leurs partenaires européens.

2) Améliorer la connaissance des principales communautés tunisiennes en Europe et mettre en place un programme ciblé de mobilisation des compétences de la diaspora afin de favoriser l'intégration de la migration dans le développement local et régional.

3) Renforcer les capacités des autorités tunisiennes et des organisations de la société civile à apporter un soutien à la réinsertion des personnes revenant au pays.

Composante 3 : réinsertion des migrants de retour

La composante 3 de Lemma est mise en œuvre par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). Elle vise à améliorer le cadre du retour et le soutien aux Tunisiens qui reviennent dans leur pays, avec les autorités compétentes et la société civile active dans le champ de la migration. Il s'agit notamment de perfectionner et d'harmoniser les programmes de réinsertion existants.

La composante 3 aborde aussi de manière prospective la question des migrants étrangers sur le sol tunisien.

Les activités prévues sont :

une cartographie des acteurs et des dispositifs de réinsertion,

le soutien à la conception d'une feuille de route nationale du retour et de la réinsertion,

un renforcement ciblé des acteurs,

un projet pilote de mutualisation des dispositifs européens d'accompagnement des migrants tunisiens de retour.

Projet pilote de la composante 3

Le projet pilote vise à mutualiser les dispositifs d'accompagnement de la réinsertion mis en œuvre par différents pays européens au bénéfice des migrants tunisiens de retour, ce qui donnera lieu à des recommandations concernant l'harmonisation des dispositifs.

Le projet sera défini en concertation avec les autorités tunisiennes : choix d'une ou deux zones géographiques, détermination du public ciblé (profils de migrants de retour recherchés), identification du secteur d'activité de façon à favoriser l'intégration des projets individuels.

Il sera mis en œuvre par étapes : montage du projet avec les acteurs publics, les autorités locales, la société civile et les partenaires sociaux ; information des Tunisiens résidant à l'étranger et de leurs familles restées au pays ;

identification des bénéficiaires ; réalisation et suivi ; évaluation et recommandations.

Le projet pilote prévoit un soutien aux acteurs locaux en charge de la réinsertion économique et sociale des migrants tunisiens de retour qui passera par l'organisation d'ateliers et de formations. Quatre opérateurs de proximité seront en outre identifiés dans la société civile pour accompagner les migrants tunisiens de retour dans la formalisation puis la concrétisation de leur projet économique. Ils recevront une subvention de 50.000 euros attribuée sur la base d'un cahier des charges, en contrepartie de leur prestation de suivi quotidien.

Les termes de référence ici présentés concernent le poste de chargé de projet pilote qui sera recruté en contrat local par le bureau de l'OFII en Tunisie.

Description du poste / Job description

Le chargé de projet pilote aura pour mission d'organiser la conception et d'assurer la réalisation du projet pilote de la composante 3 du projet Lemma, dans le cadre d'une mission de 21 mois. Il sera intégré à plein temps au personnel de la représentation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) en Tunisie dirigée par M. Stéphane Darmas. Il sera basé 5 rue Al Moumen Ibn Ali à la Cité des Jardins de Tunis et effectuera de nombreux déplacements de terrain dans les territoires sélectionnés

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

pour abriter le projet pilote.

L'exécution du projet pilote sera placée sous la supervision directe de l'OFII, en la personne de l'experte long terme Hélène Hammouda, qui vérifiera notamment l'éligibilité des migrants de retour bénéficiaires en liaison avec les États européens de provenance, validera les projets de réinsertion, évaluera les résultats, tiendra les partenaires tunisiens informés et rendra compte aux États membres du consortium.

Le suivi administratif et financier du projet pilote assuré par l'experte long terme sera lui-même supervisé par l'agence Expertise France chargée de la coordination générale du projet Lemma.

Présentation des tâches

Phase de conception et de préparation :

coordination du choix d'un secteur géographique,

coordination de l'identification d'un secteur d'activités,

montage du projet pilote avec les acteurs publics, la société civile et les partenaires sociaux,

mise au point des outils de pilotage,

appui aux acteurs locaux de la réinsertion économique et sociale des migrants tunisiens de retour,

sélection des opérateurs qui seront chargés d'accompagner

les bénéficiaires,

formation des services administratifs impliqués (OTE, ANETI, administrations locales),

conception des supports de communication et identification des canaux de diffusion,

en lien avec le siège d'Expertise France et l'assistante de projet Lemma à Tunis, mise en place des outils de suivi administratifs et financiers des subventions versées (200 000 euros en tout) : conventions, format de reporting narratif et financier.

Phase de mise en œuvre :

information du public cible : Tunisiens déjà revenus d'Europe ou projetant un retour,

identification des Tunisiens qui bénéficieront du projet pilote (examen et sélection des candidatures),

coordination des acteurs de terrain,

supervision de la mise en œuvre et du suivi des projets de réinsertion par les opérateurs,

Supervision du reporting financier des opérateurs, conformément aux termes des conventions,

en lien avec le siège d'Expertise France et l'assistante de projet Lemma à Tunis, gestion administrative et financière des subventions : décaissements, intégration des données comptables, suivi budgétaire, rapport financier.

Tâches d'évaluation :

actualisation des outils de pilotage,

rédaction d'un rapport d'activités semestriel qui sera intégré dans le rapport général de Lemma,

rédaction des termes de références pour la prestation de suivi et d'évaluation du projet pilote accompagnée de recommandations.

Ville T u n i s

Expériences / Formation du candidat

Diplôme universitaire de niveau master en gestion de projet ou équivalent

Bonne connaissance des zones tunisiennes d'émigration (grandes banlieues, territoires enclavés)

Expérience professionnelle de cinq ans dans la gestion de projets en Tunisie, dont deux années dans des activités en lien avec la migration

expérience de 2 ans minimum en suivi de subvention :

contractualisation, suivi financier, reporting financier et narratif

Connaissance des institutions publiques tunisiennes

Expérience en termes de communication interculturelle

Langues parlées

Parfaite maîtrise de la langue arabe et du dialecte tunisien,

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

Parfaite maîtrise du français oral et écrit, langue de travail du projet Lemma,

Qualité du candidat

Capacités rédactionnelles (comptes rendus)

Qualités d'adaptation, compréhension des contraintes administratives,

Qualités pédagogiques: patience, clarté, capacité d'écoute, adaptation à l'interlocuteur,

Qualités de médiation : diplomatie, sens des relations humaines

Qualités d'organisation : méthode, planification, c o o r d i n a t i o n

Capacité à travailler en équipe

Mobilité : déplacements répétés en province.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités S o c i a l

Pays Afrique, Tunisie

Contrat C D D

Durée du contrat

21 mois

Salaire / Indemnité

Contrat local de droit tunisien

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

en français. Toute candidature incomplète sera rejetée.

Au moins 1 référence professionnelle en Tunisie

Nom de la personne contact

Hélène Hammouda

Email de la personne contact helene.hamouda@ofii.fr

Date de fin de validité 19/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur EHA – Operational Support Staff

Description

QUI SOMMES-NOUS?

Date de prise de poste souhaitée : ASAP

Localisation: Clichy La Garenne

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) est une association d'aide humanitaire internationale qui, depuis plus de 36 ans, porte secours aux populations victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles

en répondant aux besoins vitaux, boire, manger, s'abriter. Particulièrement engagée dans le combat contre les maladies liées à l'eau insalubre, première cause de mortalité au monde, SI met en œuvre par ses interventions une expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la promotion de l'hygiène mais également dans celui, essentiel, de la sécurité alimentaire et moyen d'existence. Présentes dans une quinzaine de pays environ, les équipes de SI – 2000 personnes au total composées d'expatriés, de

staffs nationaux, de permanents au siège, de quelques bénévoles...- interviennent avec professionnalisme et engagement dans le respect des cultures.

DESCRIPTIF DU POSTE

M i s s i o n

SI constitue durant cette année 2017 une équipe de support volant (OSS – Operation Support Staff), dans le cadre du renforcement de ses missions existantes.

Les membres de l'OSS sont appelés à être mobilisés 90%

La suite à la page 32

JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

de leur temps sur des missions de 3 semaines à 3 mois, selon les priorités suivantes :

Couverture de gaps stratégiques et support technique au développement des missions existantes (1 à 3 mois)

Support aux diagnostics et à l'ouverture de bases et de programmes dans les missions existantes (2 semaines à 1,5 mois)

Diagnostic et ouverture de nouvelles missions (2 semaines à 1,5 mois)

Support siège aux desks et au département technique.

F o n c t i o n n e m e n t et organigramme

Les membres de l'OSS répondent aux besoins de support des missions via les 4 desks géographiques de SI. Leur déploiement est placé sous la supervision du directeur des opérations. Lorsque déployés, ils travaillent sous la responsabilité du chef de mission ou du desk concerné.

Le coordinateur EHA, en tant que référent technique sur la mission, contribue à l'élaboration de la stratégie Solidarités International, en proposant une stratégie sectorielle dans le domaine de l'Eau, Hygiène et Assainissement.

Il est en particulier garant de la qualité et de la pertinence des approches techniques proposées et s'assure de l'adéquation entre les activités, les objectifs généraux de l'association et

les besoins des populations.

Il coordonne le cycle de projet et plus particulièrement le suivi opérationnel des programmes EHA mis en œuvre dans le pays d'intervention.

Il contribue à la démarche de capitalisation et d'amélioration des méthodes et techniques EHA de Solidarités International

En tant que délégués du siège, ils représentent ce dernier pendant leurs déploiements, et sont notamment un acteur clef du portage du mandat et des procédures SI dans leurs missions d'affectation.

VOTRE PROFIL

Formation :

De formation supérieure (Bac+3 min) dans un domaine lié à l'eau ou l'assainissement

Expérience :

Expérience préalable de coordinateur EHA d'au moins 2 ans en ONG indispensable

Expérience en réponse EHA d'urgence face au choléra

Une expérience sur un programme d'urgence avec activités Water trucking, station mobile de traitement de l'eau,

Une expérience sur un programme de réhabilitation de réseaux avec une dimension ingénierie sociale serait un plus,

Expérience dans la mise en œuvre d'activité avec des partenaires locaux

Expérience en renforcement

de capacités est un plus

Expérience dans la **participation aux écritures de proposal est un plus**

Expérience en management indispensable (équipes expatriées + nationales)

Maitrise de l'anglais

Compétences transverses :

avoir un vrai gout pour la géopolitique/ réelles capacités de communication, d'intégration, d'anticipation, d'analyse et de prise de décision / de fortes capacités d'adaptation ; Connaissances des thématiques et des outils spécifiques Solidarités International appréciées ; Leadership ; Respect des règles sécuritaires ; Diplomatie, maîtrise de soi et sens de la communication ; Pragmatisme ; Capacité à gérer les contradictions / les conflits ; Disponibilité, flexibilité, autonomie ; Grand sens de l'organisation ; Grosse capacité de travail et résistance au stress).

COMMENT POSTULER ?

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation via notre site en les adressant à Mallory GUILLOT, Chargée de recrutement et suivi

Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date

La suite à la page 33

JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI VOUS OFFRIRA LES CONDITIONS SUIVANTES

Poste basé au siège à Clichy (Métro Mairie de Clichy), CDI, statut cadre.

Rémunération brute mensuelle de 2680 € bruts / mois euros par mois, TR (60% prise en charge), mutuelle (80% prise en charge), 12 jours de RTT/an, plus jours de récupération

post mission terrain.

et pour mieux connaître Solidarités **International: www.solidarites.org**

Fonctions Coordination, **Gestion** de projet

Activités G é n i e **civil,** Hydraulique

Pays Europe, Afrique, **Amérique** latine, **France,** Moyen **Orient**

Contrat C D D

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=19217

Date de fin de validité 30/06/2017

Un succès européen Une opportunité pour tous

Cette formation européenne regroupe plus de 50.000 jeunes certifiés

- | | | | |
|--|--------------|--|---------------|
| | Gabon | | Burkina Faso |
| | Congo | | Côte d'Ivoire |
| | RDC | | Allemagne |
| | France | | Cameroun |
| | Burundi | | Autriche |
| | Sénégal | | Luxembourg |
| | Djibouti | | Mali |
| | Rwanda | | Guinée |
| | Madagascar | | Pologne |
| | Suisse | | Togo |
| | Tchad | | Bénin |
| | Tchéquie | | Niger |
| | Centrafrique | | |

Contact

Sciences - Campus Centre d'Examen Européen

Avenue Sembène Ousmane Ouaga 2000

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
Tel : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
Email: contact@ebs-edu.fr



Formation entièrement en ligne

- Début des cours
- 15 Janvier
 - 15 Février
 - 15 Mars
 - 15 Avril
 - 15 Mai
 - 15 Juin
 - 15 Juillet
 - 15 Août
 - 15 Septembre
 - 15 Octobre
 - 15 Novembre
 - 15 Décembre

Certificats délivrés par l'Institut Européen Entrepreneurial

Le Permis de Conduire de l'Entrepreneur Européen

Coût 200.000 FCFA

Un certificat européen en formation e-learning

Savoir comment l'entreprise fonctionne

Développer ses aptitudes à être entrepreneur



www.sciences-campus.org



LE PERMIS DE CONDUIRE DE L'ENTREPRENEUR EUROPEEN

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

20/05/2017 AU 27/05/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Hosanna 25 41 26 48	Sacré cœur 25 34 60 60
Balkuy 25 37 51 36	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Julien 25 38 06 10
Baraka 25 33 02 72	Kamin 25 34 30 28	Saint Lazare 25 36 86 48
Belle ville 25 40 84 14	Kilwin 25 50 84 62	Saint Michel 25 45 48 08
Cathédrale 25 31 28 07	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Santé-validité 68 91 87 04
Charis 25 47 98 78	Mariama 25 30 05 76	Savane 25 31 13 48
Concorde 25 31 29 49	Naab Raga 25 30 06 27	Taoko 25 36 69 27
Coura 25 38 83 90	Naaba Koom 25 35 70 46	Téranga 25 36 09 70
Djimbina 25 35 77 65	Nagrin 25 46 90 48	Wend denda 25 31 09 64
Dunia 25 36 20 51	Nazani 25 36 65 10	Yennega 25 37 03 37
Ecoles 25 31 52 32	Ninrwa 25 41 80 38	Zone I 25 48 15 13/53
Fraternité 25 36 48 00	Noom-Wendé 25 50 31 17	Zoungrana 25 40 98 75
Galiem 25 35 28 44	Pissy 25 43 13 35	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjounman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO